

**Convention collective départementale**

**IDCC : 984. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(Eure-et-Loir)  
(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,  
*Journal officiel* du 25 janvier 1980)

---

**ACCORD DU 9 MARS 2012**

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES  
POUR L'ANNÉE 2012**

NOR : ASET1250568M  
IDCC : 984

---

Entre :

L'UIMM Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, *ter* et *quater* de la convention collective, les rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2012 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint.

Le barème est établi sur la base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de 3 tableaux :

- administratifs et techniciens ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

**Article 2**

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectuée au plus tard à la fin du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en

cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paie du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

### **Article 3**

Le présent avenant et ses annexes, conformément aux articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

### **Article 4**

Le présent avenant se substitue au document portant sur le même objet en date du 11 mars 2011.

Fait à Chartres, le 9 mars 2012.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des rémunérations annuelles garanties à compter de l'année 2012

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS		AGENTS de maîtrise d'atelier	
I	1	140	16 800	O1	16 853		
	2	145	16 874	O2	16 930		
	3	155	16 946	O3	17 034		
II	1	170	17 051	P1	17 271		
	2	180	17 198				
	3	190	17 334	P2	17 817		
III	1	215	17 500	P3	18 216	AM1	18 350
	2	225	17 700				
	3	240	18 100	TA1	18 820	AM2	19 064
IV	1	255	18 677	TA2	19 500	AM3	19 880
	2	270	19 438	TA3	20 471		
	3	285	20 539	TA4	21 586	AM4	21 890
V	1	305	21 863			AM5	23 474
	2	335	23 872			AM6	25 792
	3	365	26 092			AM7	27 872
	3	395	28 190			AM7	30 206